**Conseil municipal de Choisy-le-Roi**

**Séance du 18 mai 2016**

**Voeu présenté par la majorité municipale**

Considérant que les négociations du traité de libre-échange transatlantique TAFTA (également connu sous l’acronyme TTIP) se déroulent dans la plus grande opacité ;

Considérant que ce traité entraînera le nivellement par le bas des normes européennes environnementales, sociales et sanitaires, permettant l’arrivée sur le marché européen de produits autorisés uniquement aux Etats-Unis, tels que la viande bovine enrichie aux hormones ou les produits à base d’Organismes Génétiquement Modifiés, sans possibilité pour le consommateur de connaître la composition des produits ;

Considérant que ce projet de traité abolit de fait l’Etat de droit au profit du droit des seules entreprises, leur permettant d’assigner en justice des Etats ou des collectivités devant des tribunaux arbitraux dès lors que leur réglementation entraverait la libre concurrence, remettant ainsi en cause de nombreux acquis sociaux essentiels et les services publics locaux et nationaux et ôtant tout pouvoir de décision politique aux instances démocratiquement élues ;

Considérant que le modèle de libre-échange non régulé prôné par ce projet de traité accentuerait dramatiquement les inégalités sociales, la pauvreté et une concentration de plus en plus importante des richesses aux mains de grandes entreprises multinationales, et que ce modèle n’est pas soutenable ;

Considérant qu’un traité entre l’UE et le Canada est en cours de finalisation (CETA) comportant les mêmes dangers que le TAFTA ;

Considérant que de nombreux collectifs citoyens se mobilisent contre ce projet des deux côtés de l’Atlantique ;

Considérant la place fondamentale des collectivités locales dans la cohésion des territoires, la lutte contre les inégalités et le développement économique

Considérant que 668 collectivités, dont le département du Val-de-Marne, se sont d’ores et déjà proclamées hors Tafta ;

La ville de Choisy-le-Roi,

* appelle le gouvernement français à stopper les négociations de ce traité de libre-échange transatlantique,
* demande la non ratification de l’accord UE-Canada CETA
* se déclare hors TAFTA et hors CETA
* demande l’ouverture d’un débat national impliquant la pleine participation des collectivités locales et des citoyens sur les risques portés par la politique commerciale de l’UE et de la France
* Signe la déclaration de Barcelone, présentée lors de la première rencontre pan-européenne des 21 et 22 avril 2016